

Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt

Bureau Politique et Police de l'Eau

Cellule Police de l'Eau

N° référence : 60-2021-0100000440

Affaire suivie par : jeremy.verbe@oise.gouv.fr

Téléphone : 03 64 52 16 69

SCEA de l'Ouchette
Monsieur Henri HAQUIN
22 rue Saint Germain
60 440 BREGY

Beauvais, le 13 août 2021

Monsieur,

Vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale dont la référence est le 60-2021-0100000440, qui concerne la procédure d'autorisation loi sur l'eau.

À l'occasion de l'examen par les services instructeurs, est apparue la nécessité de régulariser votre dossier.

Afin de pouvoir poursuivre l'instruction de votre dossier, je vous invite à le compléter ou à me faire parvenir une note complémentaire, en 4 exemplaires papier et une version numérique, sur les aspects évoqués en annexe afin de pouvoir le déclarer régulier. Cette note pourra le cas échéant modifier certains aspects du dossier police de l'eau et définir de nouvelles mesures compensatoires.

Vous disposez d'un délai de 4 mois pour faire parvenir ces différents éléments. Le délai d'instruction prévu par l'article R.181-17 du code de l'environnement est suspendu jusqu'à la réception de l'intégralité des éléments définis ci-dessus.

En l'absence de réponse de votre part dans le délai imparti, un arrêté de rejet de votre demande d'autorisation environnementale vous sera transmis.

Le service en charge de coordonner l'instruction de votre dossier dont l'adresse est rappelée au bas de cette page, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la préfète et par subdélégation
La responsable de la cellule Police
de l'Eau



Fabienne PUNZANO

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

ANNEXE

Demande de complément pour l'instruction d'un dossier loi sur l'eau relatif à :

La création d'un forage d'irrigation sur la commune de BREGY

dossier n° : 60-2021-0100000440

Au titre de la régularité du dossier :

- La décision d'examen au cas par cas n°2020-4884 du 12 novembre 2020 prend en considération la nécessité de faire réaliser une étude par un hydrogéologue agréé afin d'évaluer l'incidence des prélèvements projetés sur la capacité d'alimentation du forage communal notamment en période d'activité saisonnières de l'exploitation, ainsi que l'incidence des prélèvements projetés sur la nappe, les cours d'eau et les zones humides, notamment au regard de sa capacité de recharge, la saisonnalité de l'exploitation et en prenant en compte le changement climatique. Cette étude n'est pas annexée au dossier. La note complémentaire fournira une étude par un hydrogéologue agréé suivant les points précisés ci-dessus.
- La page 43 du dossier numérique (page 7 du dossier physique), fait mention d'un rapport d'une recherche en eau n°20-BGI-100-R1-0820. Ce rapport n'est pas annexé au dossier d'autorisation environnementale. Cependant, le dossier comporte le rapport n° 21-BGI-100-IRR-R2-0221-1 (version physique RAP-21-100-BGI-0221). La note complémentaire précisera s'il s'agit d'un dossier réactualisé ou s'il s'agit de deux documents distincts. Si c'est le cas, le complément au dossier fournira le rapport n°20-BGI-100-R1-0820.
- La page 10 du dossier numérique (page 1 du dossier physique) précise la profondeur prévisionnelle du forage sur cette implantation qui est de 97 m. Cependant, la page 68 du dossier numérique (page 32 du dossier physique) précise que « le forage de reconnaissance aura une profondeur de 112 m/TN ». La note complémentaire soulèvera cette incohérence dans le dossier.
- La page 77 du dossier numérique (page 41 du dossier physique) détermine le volume de recharge par infiltration d'environ 1 188 536 m³ pour une aire de captage de 8,7 km² et considère que le volume souhaité pour ce forage représente 4 % du volume infiltré. Cependant, selon la couche géologique prévisionnelle présentée en page 55 du dossier numérique (page 19 du dossier physique), une couche imperméable est présente (unité lithologique Marnes et Caillasses). L'extrait BSS en annexe 1 du forage 01544X0054 situé à 1,40 km du projet montre la présence d'argile de Laon (source : infoterre.brgm.fr).

De plus, selon des ouvrages à proximité captant la même nappe que celle du projet, notamment le forage BSS003TKDQ situé à environ 500 mètres du projet, une couche argileuse de 1 mètre est présente entre 9,5 mètres et 10,5 mètres de profondeur de ce forage. Cette couche argileuse pourrait empêcher la recharge de la nappe par infiltration. Le pétitionnaire justifiera donc son raisonnement et confirmera que le prélèvement souhaité représente 4 % du volume infiltré ou modifiera le dossier en réactualisant l'incidence du prélèvement sur la nappe par une étude plus développée.

- Cette même page du dossier précise « qu'il n'y a pas d'autres forages dans l'aire d'alimentation du projet de forage d'après la Banque Nationale du Prélèvement en Eau ». Cependant, selon le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, d'autres forages en activité sont inscrits dans l'aire d'alimentation du captage (BSS003TKDQ, BSS000LMKG, BSS000LMHY...). La note complémentaire listera l'ensemble des forages, puits en activités et modifiera son dossier.
- La page 10 du dossier numérique (page 1 du résumé non technique) précise que la SCEA de l'Ouchette exploite « 245 ha de parcelle agricoles réparties sur 3 îlots distincts ». Cependant, selon la déclaration Politique Agricole Commune (PAC) auprès du Service Économie Agricole, la SCEA de l'Ouchette exploite seulement 188,93 ha.

L'îlot n°2 présenté en page 10 du dossier numérique (page 5 du résumé non technique) est exploité par une autre Société Civile d'Exploitation Agricole ainsi que les parcelles cadastrales ZK n°25 et 26 de l'îlot n°1. De plus, la parcelle cadastrale ZK n°95 inscrite dans l'îlot n°1 est exploitée par une Entreprise à Responsabilité Limitée.

Aucune de ces deux sociétés ne sont mentionnées dans le dossier d'autorisation environnementale. La note complémentaire soulèvera cette incohérence dans le dossier.

- Selon la page 11 du dossier numérique (page 2 du résumé non technique), le forage sera prévu pour irriguer 22 ha sur les 112 ha de l'îlot n°1. Cependant, au vu du point précédent, deux parcelles de l'îlot n°1 ne sont pas exploitées par la SCEA de l'Ouchette. La note complémentaire apportera des précisions sur les 22 ha de parcelles qui seront irriguées, notamment la localisation de celles-ci.
- Le dossier d'autorisation ne justifie pas de la conformité au règlement sanitaire départemental (RSD) de l'Oise, et plus particulièrement à son article 159-1. En effet, le dossier ne mentionne pas la possibilité de plan d'épandage sur les parcelles de la SCEA de l'Ouchette, ni sur les parcelles des autres sociétés à proximité immédiate du projet. La note complémentaire apportera ces précisions supplémentaires.
- Compte tenu de la rubrique 1.1.1.0 de la R.214-1 du code de l'environnement pour la création du forage, à titre de rappel, le présent dossier ne pourra pas intégrer la rubrique 1.1.2.0 du même article. En effet, les caractéristiques définitives du forage (profondeur, débit, impact du prélèvement, rapport d'essai de pompage,...) ne sont pas encore connus. Au vu du volume escompté, une demande de prélèvement au titre de la rubrique 1.1.2.0 sous le seuil de déclaration devra faire l'objet d'un dossier loi sur l'Eau distinct du dossier d'autorisation environnementale après les essais de pompage. Le volume escompté sera dûment justifié dans ce dossier de déclaration.

NB : Une réponse est attendue sur les problématiques soulevées par la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) qui complètera le dossier soumis à l'enquête publique.

